MAIRIE DE PARIS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N° 32 - Avril 2011

TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE DE PARIS

- ⇨ Après une baisse de –0,3 % en janvier, le chômage à Paris est en hausse de +0,2 % en février 2011.
- ⇨ Au 1er trimestre 2011, la création d'entreprise à Paris augmente de 9,0 % par rapport au 4e trimestre 2010.
- ⇨ En 2010, le marché des transactions de l'immobilier d'habitation a crû de 32 %.
- ⇨ Les transactions de l'immobilier de bureaux à Paris au 1er trimestre 2011 progressent de 10 % à Paris QCA et baissent de 23 % à Paris Hors QCA.
- ⇨ Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne est de 65,6 % en février 2011, soit +1,5 % par rapport à février 2010.
- ⇨ En février 2011, le trafic aérien cumulé du nombre de mouvements commerciaux a augmenté de 5,3 %.
- ⇨ En 2010, Paris représente 53 % des investissements étrangers en Île-de-France.

Dans ce numéro :

Le chômage	*2*
Les entreprises	*3*
L'immobilier d'habitation	*4*
L'immobilier de bureaux	*7*
Le tourisme	*9*
Le transport aérien	*10*
Projecteur sur… Les investissements étrangers en 2010	*11*

Réalisation :
Mission études et statistiques
Direction du développement économique, de l'emploi et de l'enseignement supérieur

Tél. : 01 71 19 20 34

Périodicité des données :
Chômage : données mensuelles.
Entreprises : données mensuelles et trimestrielles.
Immobilier de bureau : données trimestrielles.
Immobilier d'habitation : données trimestrielles.
Tourisme : données mensuelles.
Transport aérien : données mensuelles.

Le chômage (Sources : DDTEFP - DRTEFP)

Évolution mensuelle

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A a augmenté de 0,2 % en février 2011, soit 220 personnes de plus par rapport au mois précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'élève à 113 840 au 28 février 2011.

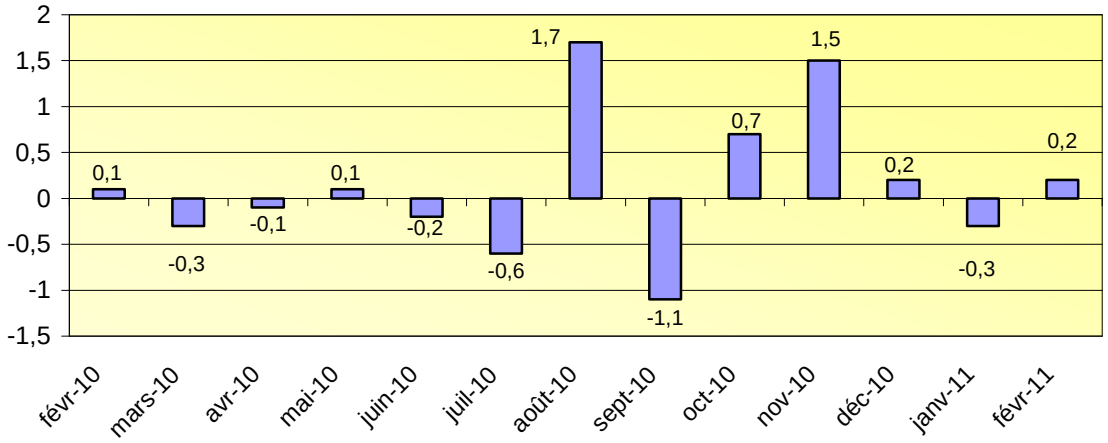
L'évolution mensuelle du chômage à Paris en catégorie A s'élève à +0,2 % ; celles de la région Île-de-France et de la France sont respectivement de +0,6 % et -0,1 %.

Évolution annuelle

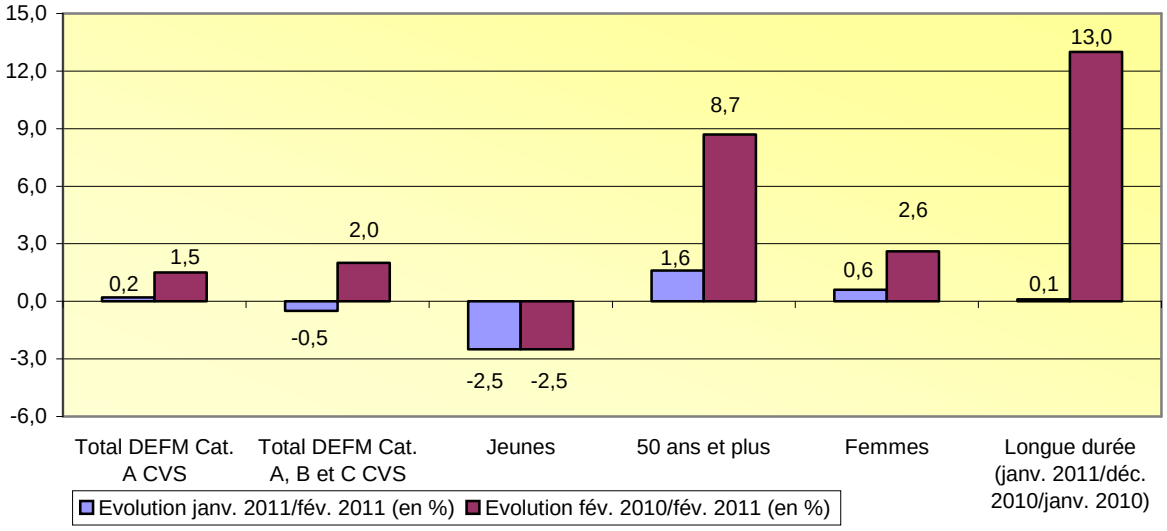
Sur un an, l'évolution du chômage s'établit à +1,5 % à Paris en catégorie A ; +3,0 % pour l'Île-de-France et +1,3 % pour la France.

DEFM Cat. A (données CVS)	
31/12/2005	121 710
31/12/2006	104 390
31/12/2007	92 100
31/12/2008	94 310
31/12/2009	111 860
31/12/2010	114 370
28/02/2011	113 840

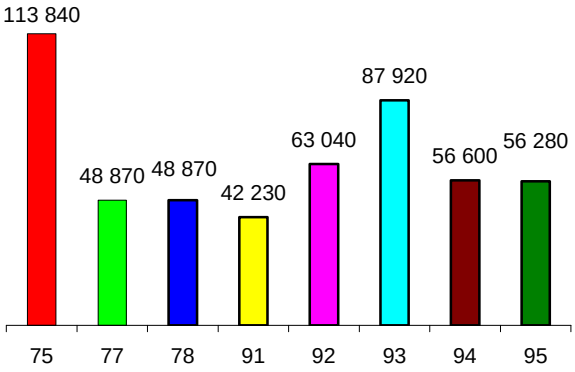
Evolution mensuelle DEFM catégorie A (données CVS, en %)



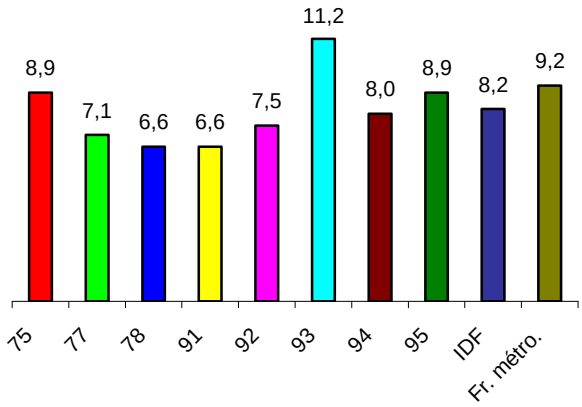
Evolution des demandeurs d'emploi



DEFM février 2011 (Cat. A—données CVS)



Taux de chômage 4e trimestre 2010



Les entreprises : stock, créations et défaillances

(Sources : Greffe du Tribunal de Commerce de Paris - INSEE)

Stock ***(Greffe du Tribunal de Commerce de Paris)***

Le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris fait état de près de 350 000 entreprises actives en mars 2011 (hors professions libérales et entreprises artisanales individuelles), soit +2 % par rapport à la même période 2010.

La création d'entreprises ***(INSEE)***

Au 1er trimestre 2011, l'INSEE recense 7 343 créations d'entreprises à Paris - hors auto-entrepreneurs - soit une baisse de –1,8 % sur une année glissante et une hausse trimestrielle de 9,0 %.

Les créations parisiennes représentent 39,8 % des créations régionales au 1er trimestre 2011.

Créations hors auto-entrepreneurs	2010				2011	Evolution	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	Sur 1 trimestre	Sur les 4 derniers trimestres
Paris	7 480	6 512	5 639	6 739	7 343	9,0%	-1,8%
Hauts-de-Seine	2 235	2 031	1 850	2 223	2 348	5,6%	5,1%
Seine-Saint-Denis	2 105	1 831	1 639	1 911	2 221	16,2%	5,5%
Val-de-Marne	1 516	1 312	1 183	1 311	1 421	8,4%	-6,3%
Seine-et-Marne	1 225	1 175	1 009	1 153	1 255	8,8%	2,4%
Yvelines	1 397	1 311	1 091	1 268	1 451	14,4%	3,9%
Essonne	1 129	998	900	986	1 130	14,6%	0,1%
Val-d'Oise	1 279	1 280	1 043	1 228	1 290	5,0%	0,9%
Ile-de-France	**18 366**	**16 450**	**14 354**	**16 819**	**18 459**	**9,8%**	**0,5%**

Champ des activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)
Les données départementales ne sont disponibles qu'en brutes

Au 1er trimestre 2011, l'INSEE compte 5 758 créations d'auto-entreprises à Paris, soit une évolution en baisse de –19,9 % sur une année glissante et de –12,9 % sur un trimestre.

Les créations parisiennes sous ce régime représentent 31,0 % des créations régionales au 1er trimestre 2011.

Créations auto-entrepreneurs	2010				2011	Evolution	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	Sur 1 trimestre	Sur les 4 derniers trimestres
Paris	7 187	6 622	5 010	6 610	5 758	-12,9%	-19,9%
Ile-de-France	**24 931**	**21 138**	**17 411**	**20 910**	**18 567**	**-11,2%**	**-25,5%**

Les défaillances d'entreprises ***(INSEE)***

Les défaillances d'entreprises à Paris sont en baisse en 2010, avec –19,0 % par rapport à 2009, quand l'Île-de-France a connu une baisse de –4,7 %.

	2009	2010				Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante (2)
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre		
Paris	572	530	554	411	657	2 152	-19,0%
Ile-de-France	**2 710**	**2 477**	**2 484**	**2 030**	**2 849**	**9 840**	**-4,7%**

Champ des activités marchandes hors agriculture.
Source : BODACC
(1) : somme des 4 derniers trimestres
(2) : somme des 4 derniers trimestres rapportée à celle des 4 trimestres précédents

L'immobilier d'habitation en Île-de-France et à Paris en 2010

(Source : Chambre des notaires)

Un marché, qui s'est caractérisé par une activité record en 2010 en Île-de-France

L'année 2010, longtemps caractérisée par un retour à la normale, a vu les marchés s'animer progressivement pour retrouver un très haut niveau.

Il s'est vendu presque deux fois plus de logements au 4e trimestre 2010 qu'au cours de la même période de 2008. L'année 2010 s'est achevée sur un chiffre record (200 000 logements environ vendus dans le neuf et l'ancien contre plus de 140 000 en 2009, soit une augmentation de près de 40 %). Cette progression a été plus forte en banlieue qui a notamment profité de la très bonne santé du neuf, que ce soit en Petite ou en Grande Couronne. Cette performance est principalement due à l'envolée du 4e trimestre, après une première partie de l'année où s'était principalement exercé un facteur « rattrapage ».

Après avoir subi une baisse de 10 % de l'été 2008 au printemps 2009, ce qui est faible au regard de l'ampleur des crises économiques et financières, les 18 derniers mois se sont traduits par une hausse des prix de 14 % sur l'ensemble des logements et jusqu'à 21 % à Paris.

Le manque d'offre attise toujours une forte hausse des prix

Dans la configuration de marché que nous avons connue en 2010, où la demande se développe très vite, l'offre de logements à vendre, structurellement faible en Île-de-France, devient encore plus forte. Ceci pour les appartements beaucoup plus que pour les maisons, en raison probablement d'une évolution structurelle des modes de vie et de la demande des acquéreurs, particulièrement sensible sur la Région.

Il faut indiquer que le différentiel de prix entre le neuf et l'ancien s'est progressivement atténué et que cette tendance s'est confirmée depuis 18 mois, ce qui est d'autant plus anormal que les performances du neuf s'améliorent en termes d'isolation ou de respect des normes d'accessibilité et que les incitations fiscales étaient exceptionnellement favorables l'an passé pour les acquéreurs. En banlieue, la présence d'une offre sur le neuf n'entame pas le succès de l'ancien. On pourrait au contraire prétendre qu'il le nourrit en créant de la fluidité, ce qui témoigne de la forte vitalité de la demande de logements, toujours prête à s'exprimer sur des logements de qualité bien desservis.

S'ils veulent acheter, les acquéreurs doivent néanmoins désormais accepter un niveau de prix très élevé, dépassant à la fin de l'année 2010 le chiffre de 5 000 € du m^2 dans l'ancien pour les appartements en moyenne sur l'Île-de-France et se rapprochant de 7 500 € sur Paris.

Les transactions restent fortement restreintes dans la Capitale par le manque de biens mis en vente. Leur volume n'a pas augmenté aussi rapidement qu'ailleurs (avec 35 000 ventes en 2010, Paris se situe encore à 9 % en dessous de la moyenne des ventes de la décennie écoulée, et l'offre de biens neufs y reste à un niveau très bas, les grands travaux prévus sur certains quartiers n'ayant pas encore produit leurs effets).

Les volumes

(Les volumes présentés correspondent aux logements vendus libres, de gré à gré et en pleine propriété.)

Les appartements anciens :

	Année 2010		4qme trimestre 2010	
	2010 comparé à 2009	**2010 comparé à une année moyenne de la "période haute"***	**T4 2010 comparé à T4 2009**	**T42010 comparé à un 4⁰ trimestre moyen de la "période haute"***
Paris	32%	**-9%**	21%	5%
Petite Couronne	41%	**6%**	28%	21%
Hauts-de-Seine	46%	**12%**	27%	26%
Seine-Saint-Denis	31%	**-3%**	29%	12%
Val-de-Marne	40%	**5%**	30%	20%
Grande Couronne	35%	**3%**	29%	19%
Seine-et-Marne	38%	**13%**	43%	31%
Yvelines	35%	**-2%**	28%	13%
Essonne	27%	**3%**	18%	18%
Val-d'Oise	41%	**5%**	33%	21%
Ile-de-France	36%	**0%**	26%	15%

* la 'période haute' correspond aux années 1999 à 2007, définie par un nombre élevé de ventes et des prix en hausse annuelle.

Le marché francilien des appartements anciens, dynamisé par un nombre de ventes record au 4e trimestre, retrouve en 2010 le niveau de haute activité des années 1999 à 2007. Néanmoins, on observe de nettes disparités régionales : en Seine-et-Marne, le nombre de ventes en 2010 est supérieur de 13 % au nombre de ventes observé au cours d'une année moyenne de la période haute alors qu'à Paris il est inférieur de 9 %.

A Paris, la progression des volumes de transactions est de +32 % sur l'année 2010 et +21 % du 4e trimestre 2010 comparé au 4e trimestre 2009.

Les prix

Les prix des appartements anciens à Paris :

	Paris				
	T4 2009	T1 2010	T2 2010	T3 2010	**T4 2010**
Indice Notaires-INSEE	209,5	216,2	223,4	235,7	**246,1**
Prix au m² (valorisation indice)	6 240 €	6 440 €	6 650 €	7 020 €	**7 330 €**
Variation annuelle	-4,00%	1,70%	9,40%	13,50%	**17,50%**
Variation trimestrielle	0,90%	3,20%	3,30%	5,50%	**4,40%**

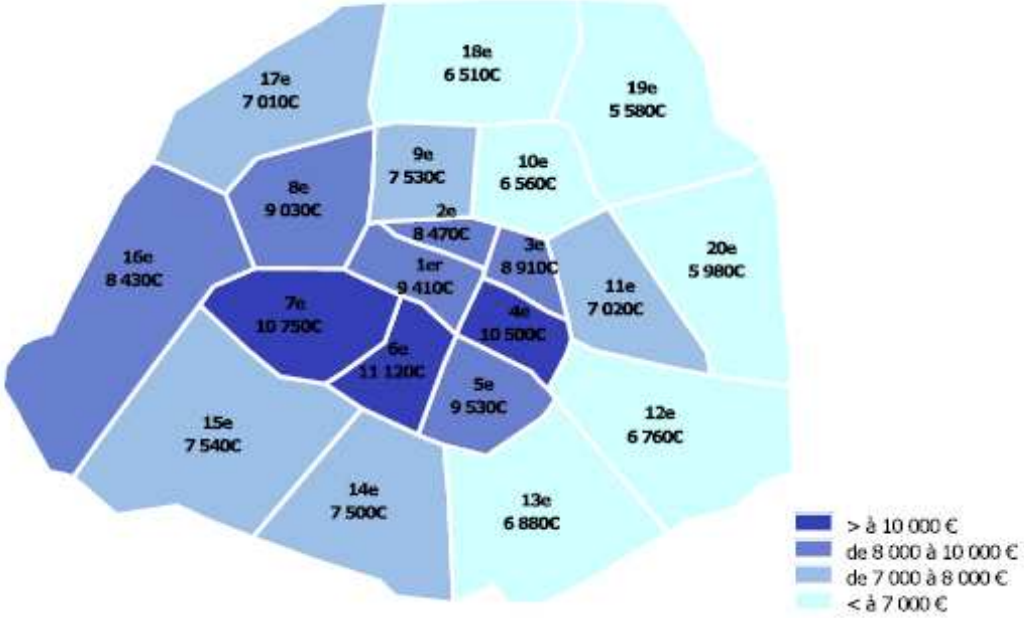
Avec 7 330 € par m² à Paris au 4e trimestre 2010 en moyenne, le prix des appartements anciens (sous-jacents aux indices Notaires-INSEE) enregistre un nouveau record. Dans tous les arrondissements, les prix du 4e trimestre 2010 correspondent aux prix les plus hauts enregistrés historiquement. Trois arrondissements dépassent désormais la barre des 10 000 €/m² : le 6e à 11 120 €, le 7e à 10 750 € et le 4e à 10 500 €. A l'opposé, l'arrondissement le moins élevé demeure le 19e à 5 580 €/m², suivi du 20e (5 980 €/m²) et du 18e (6 510 €/m²).

En variation annuelle, les prix ont augmenté de 17,5 % du 4e trimestre 2009 au 4e trimestre 2010, contre 13,5 % au trimestre précédent. Tous les arrondissements enregistrent une hausse des prix à 2 chiffres. Elle s'étale de +13,5 % sur un an dans le 8e arrondissement à +20,5 % dans le 13e.

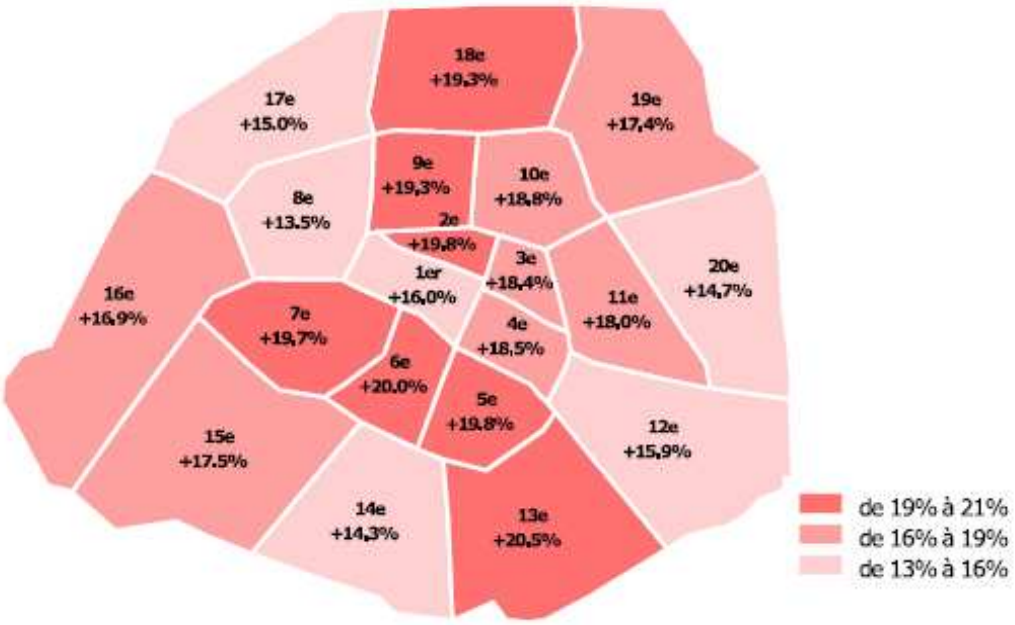
En variation trimestrielle, les appartements anciens enregistrent une hausse des prix de 4,4 % dans Paris.

Au sein des quartiers, les prix oscillent entre 5 330 €/m² à Pont de Flandres dans le 19e arrondissement et 15 570 €/m² dans le quartier des Champs-Élysées dans le 8e.

Prix par m² au 4ème trimestre 2010 des appartements anciens à Paris par arrondissement
(valorisation des indices Notaires-INSEE)



Evolution sur un an des prix au m² des appartements anciens à Paris par arrondissement
(valorisation des indices Notaires-INSEE)



L'immobilier de bureaux en Île-de-France et à Paris au 1er trimestre 2011

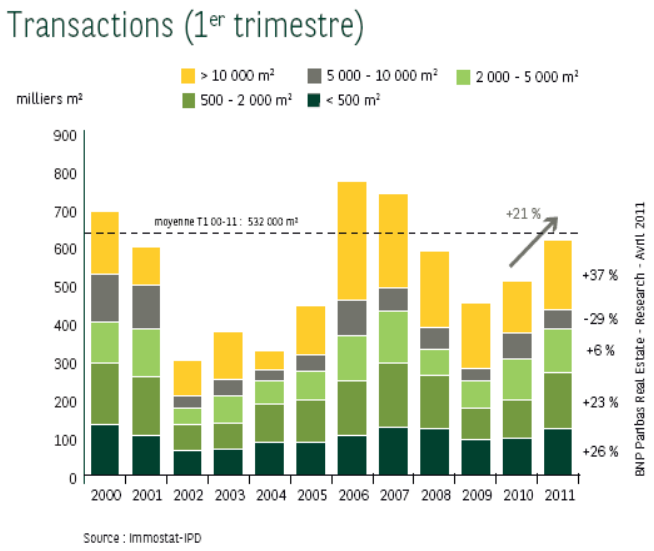
(Source : BNP Real Estate)

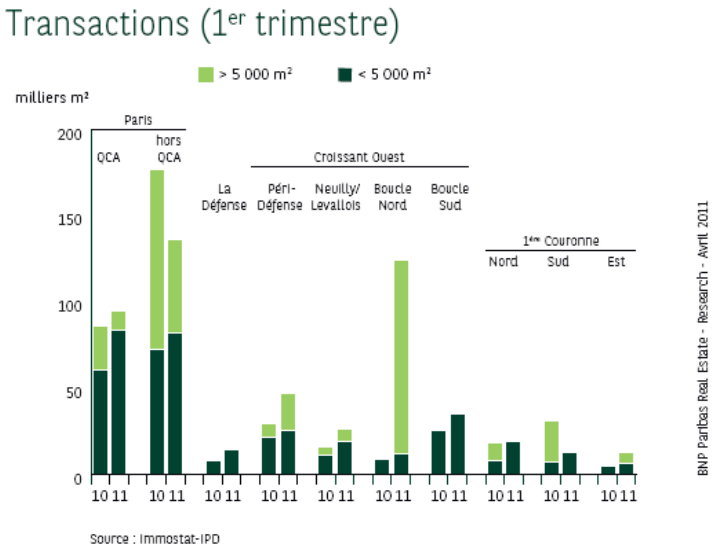
L'immobilier de bureaux en Île-de-France au 1er trimestre 2011

Avec 613 000 m² commercialisés au cours du 1er trimestre 2011, le marché de l'immobilier de bureaux en Île-de-France connaît une progression de 21 % comparativement à la même période de 2010. Cette hausse significative prolonge le rebond enclenché depuis l'année dernière et permet de retrouver un niveau bien supérieur à la moyenne décennale qui s'établit à 510 000 m².

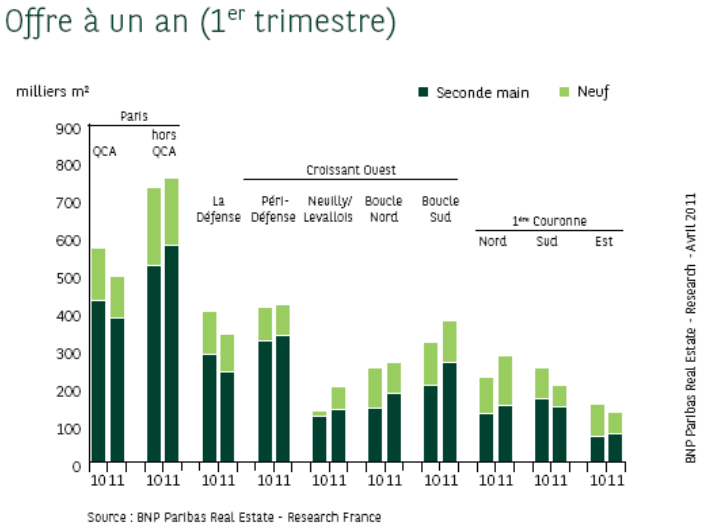
A l'image du 2e semestre 2010, les transactions de petites et moyennes surfaces ont permis de soutenir la hausse du marché lors du 1er trimestre 2011 (+26 % sur un an), confirmant ainsi le redressement du marché francilien sur ce segment de surface. Du côté des grandes surfaces, les volumes commercialisés augmentent de 15 % comparativement au 1er trimestre 2010. Ainsi, malgré les nombreuses politiques de rationalisation, les délais de commercialisation ont tendance à s'allonger sur ce type d'actif.

En termes de positionnement géographique, Paris intra-muros confirme son attractivité avec 231 000 m² commercialisés au 1er trimestre 2011, bien au-delà de la moyenne décennale qui s'établit à 171 000 m². D'autres sous-marchés comme la Boucle Nord ou Péri-Défense affichent également des signes de reprise des transactions. A l'inverse, le secteur de La Défense reste caractérisé par l'absence de transactions de grande surface.





Si l'offre à un an se stabilise autour des 4,85 millions de m² disponibles à l'issue du 1er trimestre, deux grandes tendances s'opposent. D'un coté, la forte consommation de surfaces neuves conjuguée à la faible production d'immeubles provoquent aujourd'hui des situations de rareté dans certains secteurs franciliens comme la 1ère Couronne Sud. Dans ces conditions, la reprise des lancements "en blanc"* amorcée au cours du 1er trimestre pourrait offrir de nouvelles perspectives aux utilisateurs et ainsi satisfaire une demande de plus en plus importante. De l'autre coté, la libération d'actifs de seconde main continue à peser sur le volume de l'offre disponible. Ainsi, la réalisation de rénovations lourdes par les propriétaires, en adéquation avec les attentes des utilisateurs semble nécessaire, sans quoi une hausse de la vacance pourrait se produire sur ce type d'actif.



*construction lancée sans vente ou location préalable à un utilisateur.

Les transactions, le taux de vacance et l'offre immédiate à Paris QCA et hors QCA au 1er trimestre 2011/1er trimestre 2010

Les transactions à Paris QCA et Hors QCA au 1er trimestre 2011

A Paris les volumes de transactions sont de 231 358 m².

Les transactions au 1er trimestre 2011 à Paris QCA sont de 94 968 m², en progression de 10 % (+8 290 m²).

La situation est très différente, pour les surfaces supérieures à 5 000 m² et celles de moins de 5 000 m². Les surfaces de plus de 5 000 m² ont connu peu de transactions au 1er trimestre 2011 (11 000 m²), en baisse importante par rapport à l'année précédente -58 % (-14 885 m²), alors que pour les surfaces inférieures à 5 000 m² les volumes progressent de +38 % (+23 175 m²) et s'établissent à 83 968 m².

Paris QCA	< 5 000	> 5 000	Total (m²)
1er trimestre 2010	60 793	25 885	86 678
1er trimestre 2011	83 968	11 000	94 968
Evolution 1er tri. 2010/2011(%)	38%	-58%	10%
Evolution 1er tri. 2010/2011	23 175	-14 885	8 290

Les volumes des transactions dans Paris hors QCA s'élèvent à 136 390 m² au 1er trimestre 2011, en baisse de -23 % soit –40 905 m², mais après une progression très importante (1er trimestre 2009 par rapport au 1er trimestre 2010 de +130 %).

Les surfaces supérieures à 5 000 m² ont connu une baisse importante au 1er trimestre 2011 par rapport au 1er trimestre 2010 de -49 % (-50 847 m²), mais par rapport à un marché en reprise (1er trimestre 2009/1er trimestre 2010). Les commercialisations au 1er trimestre 2010 pour les surfaces >5 000 m² sont de 53 927 m². Les transactions de surfaces inférieures à 5 000 m² au 1er trimestre 2011 sont de 82 463 m², en progression de +14 % (+9 942 m²).

Paris hors QCA	< 5 000	> 5 000	Total (m²)
1er trimestre 2010	72 521	104 774	177 295
1er trimestre 2011	82 463	53 927	136 390
Evolution 1er tri. 2010/2011(%)	14%	-49%	-23%
Evolution 1er tri. 2010/2011	9 942	-50 847	-40 905

Le taux de vacance à Paris

Le taux de vacance à Paris QCA au 1er trimestre 2011 est de 5,8 %, en baisse par rapport au 1er trimestre 2010 où il était de 6,3 %. Dans Paris hors QCA le taux de vacance s'établit au 1ère trimestre 2011 à 5,2 %, en légère hausse puisque le taux au 1er trimestre 2010 était de 5 %.

L'offre immédiate de bureaux à Paris

L'offre immédiate de bureaux est en baisse pour Paris QCA et Paris Hors QCA, respectivement de -6 % et -2 % et s'établit à 383 000 m² et 499 000 m² au 1er trimestre 2011.

	2010 T1			2011 T1			Variation offre immédiate	Variation transactions
	Offre immédiate*	Taux de vacance*	Transactions	Offre immédiate*	Taux de vacance*	Transactions		
Paris QCA	409 000	6,3	86 700	383 000	5,8	95 000	-6 %	+10 %
Paris hors QCA	508 000	5,0	177 300	499 000	5,2	136 400	-2 %	-23 %
La Défense	162 000	5,2	8 000	233 000	7,0	14 300	+44 %	+79 %
Péri Défense	294 000	16,3	29 400	324 000	18,0	47 200	+10 %	+61 %
Neuilly/Levallois	95 000	6,8	16 500	85 000	6,1	26 800	-11 %	+62 %
Boucle Nord	223 000	14,3	9 200	243 000	15,5	124 800	+9 %	+1 257 %
Boucle Sud	218 000	9,8	25 700	239 000	10,7	35 100	+10 %	+37 %
1ère Couronne Nord	206 000	10,2	18 800	180 000	8,9	19 300	-13 %	+3 %
1ère Couronne Sud	217 000	12,2	31 100	169 000	9,5	13 200	-22 %	-58 %
1ère Couronne Est	107 000	7,5	5 500	120 000	8,4	13 100	+12 %	+138 %
2ème Couronne	1 189 000	6,1	97 000	1 262 000	6,8	88 000	+6 %	-9 %
Total	3 628 000	7,2	505 300	3 737 000	7,4	613 100	+3 %	+21 %

* en fin de période
Source : Immostat-IPD, BNP Paribas Real Estate

BNP PARIBAS REAL ESTATE - Research - Avril 2011

	Offre à un an			Chantiers en cours		
	2010 T1	2011 T1	Variation 2010 T1 / 2011 T1	2010 T1	2011 T1	Variation 2010 T1 / 2011 T1
Paris QCA	571 400	495 300	-13 %	105 800	59 100	-44 %
Paris hors QCA	733 800	756 800	+3 %	182 200	51 700	-72 %
La Défense	401 400	342 200	-15 %	122 700	188 600	+54 %
Péri Défense	414 600	420 400	+1 %	2800	5400	+93 %
Neuilly/Levallois	136 600	200 600	+47 %	73 100	49 600	-32 %
Boucle Nord	252 600	265 100	+5 %	0	10 600	
Boucle Sud	319 800	379 100	+19 %	88 400	51 900	-41 %
1ère Couronne Nord	227 200	283 300	+25 %	35 000	67 700	+93 %
1ère Couronne Sud	251 700	205 200	-18 %	0	21 600	
1ère Couronne Est	154 600	132 700	-14 %	24 600	0	-100 %
2ème Couronne	1 362 900	1 380 600	+1 %	67 000	30 700	-54 %
Total	4 826 500	4 861 200	+1 %	701 500	536 900	-23 %

Source : BNP Paribas Real Estate

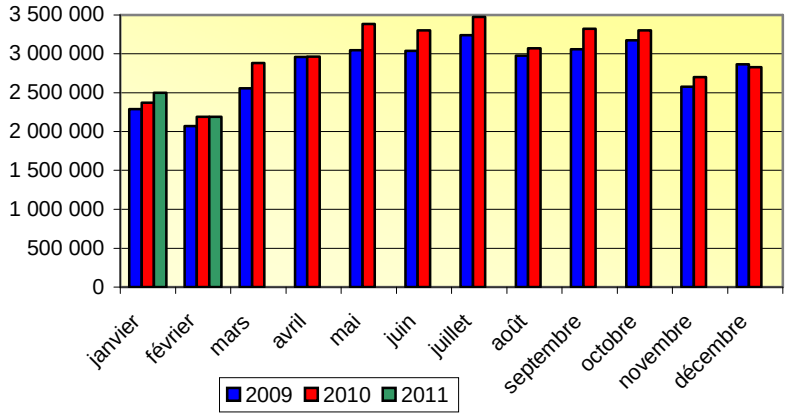
BNP PARIBAS REAL ESTATE - Research - Avril 2011

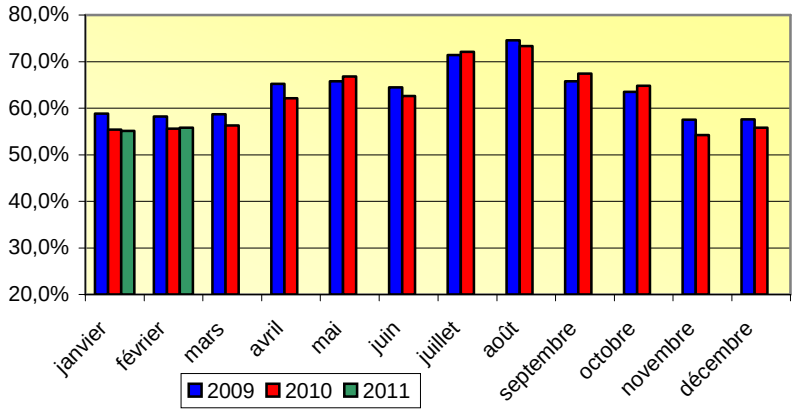
Le tourisme à Paris (Sources : OTCP - INSEE)

***Les nuitées hôtelières* (INSEE)**

Le nombre des nuitées hôtelières en janvier 2011 a été supérieur au même mois 2010 (+5,3 %) et stable en février 2011 comparé à février 2010 (+0,01 %).

En février 2011, le cumul annuel des nuitées hôtelières est supérieur de 2,8 % à 2010, soit 4 686 173 contre 4 559 552.



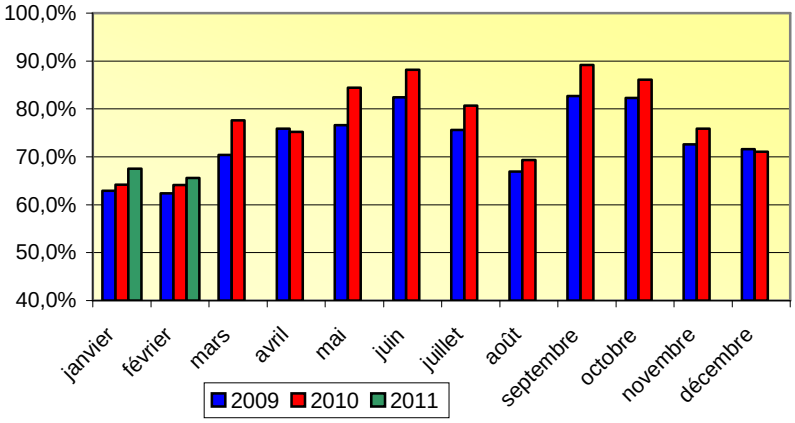


***La part de la clientèle étrangère dans les nuitées hôtelières* (INSEE)**

La part des nuitées étrangères aux mois de janvier et février 2011 a été très proche des mêmes périodes 2010, respectivement –0,3 % et +0,2 %.

***Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne* (INSEE)**

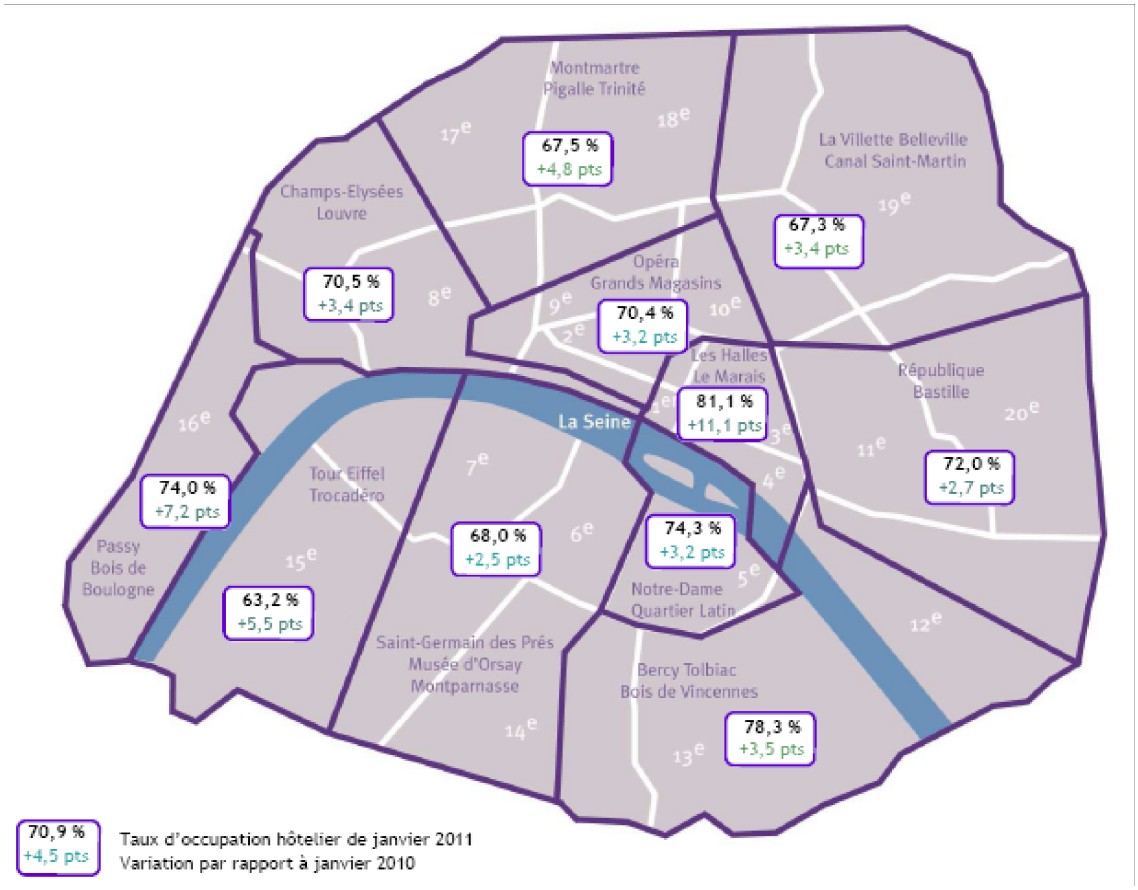
Les taux d'occupation moyens de l'hôtellerie homologuée parisienne toutes catégories confondues en janvier et février 2011 sont en hausse par rapport aux mêmes périodes un an auparavant, avec +3,3 % et +1,5 %.



Les taux d'occupation hôteliers par zone touristique en janvier 2011 ***(OTCP - MKG Hospitality)***

Le taux d'occupation hôtelier moyen par zone touristique s'est établi à 70,9 % en janvier 2011, soit +4,5 % par rapport à janvier 2010.

En janvier 2011 comparativement à janvier 2010, les taux d'occupation par zone touristique ont évolué à la hausse pour l'ensemble des secteurs : de +2,5 % pour la zone Saint Germain des Prés/Musée d'Orsay/Montparnasse à +11,1 % dans la zone Les Halles/Le Marais.

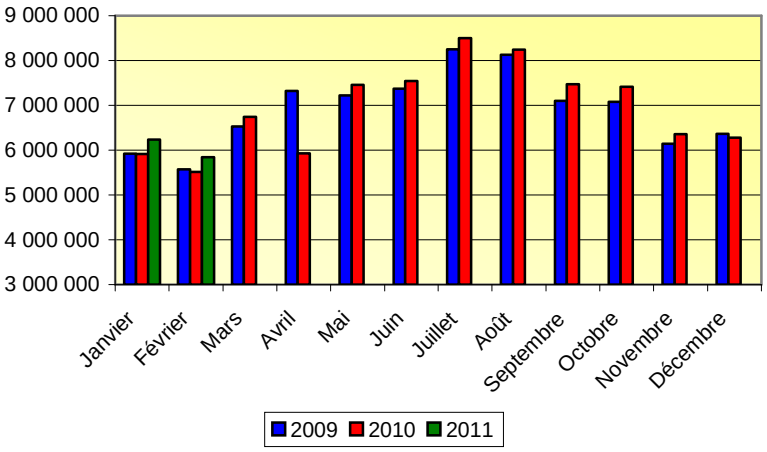


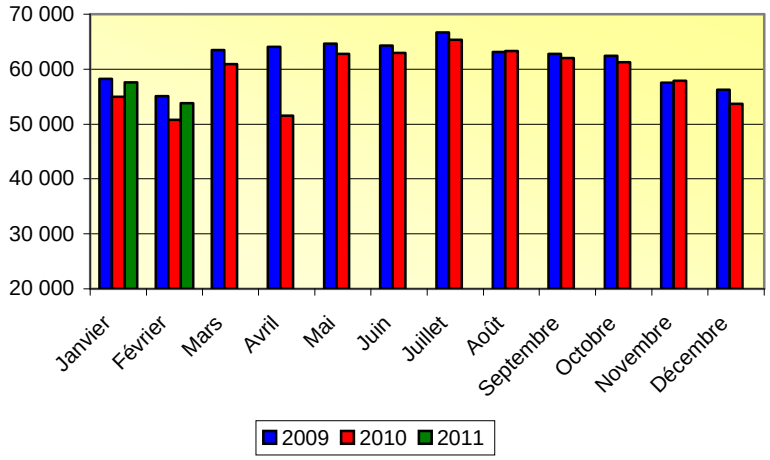
Le transport aérien (Source : ADP)

Le trafic passagers

Le nombre des passagers dans les Aéroports de Paris a augmenté de 5,9 % en février 2011 par rapport à février 2010. Le trafic domestique a progressé de 11,1 % et les moyen et long courrier ont respectivement crû de 7,2 % et 1,2 %.

En février 2011, le trafic cumulé de l'année augmente de 5,7 % par rapport à 2010 : domestique, +11,0 % ; moyen et long courrier, +6,0 % et +2,5 %.





Les mouvements commerciaux

Les mouvements commerciaux de fret ont augmenté de 5,9 % en février 2011 par rapport à février 2010. Les mouvements domestiques croissent de 9,9 %. Les mouvements internationaux U.E. et ceux hors U.E. augmentent de 5,0 % et 4,3 %.

Sur les deux premiers mois 2011, le trafic cumulé du nombre de mouvements commerciaux a progressé de 5,3 % par rapport à 2010, en augmentation sur tous les segments : +10,3 % sur le faisceau domestique, +3,8 % sur l'U.E. ainsi que sur les autres mouvements internationaux.

Les investissements étrangers en 2010

(Source : AFII—ARD)

Les investissements étrangers en France

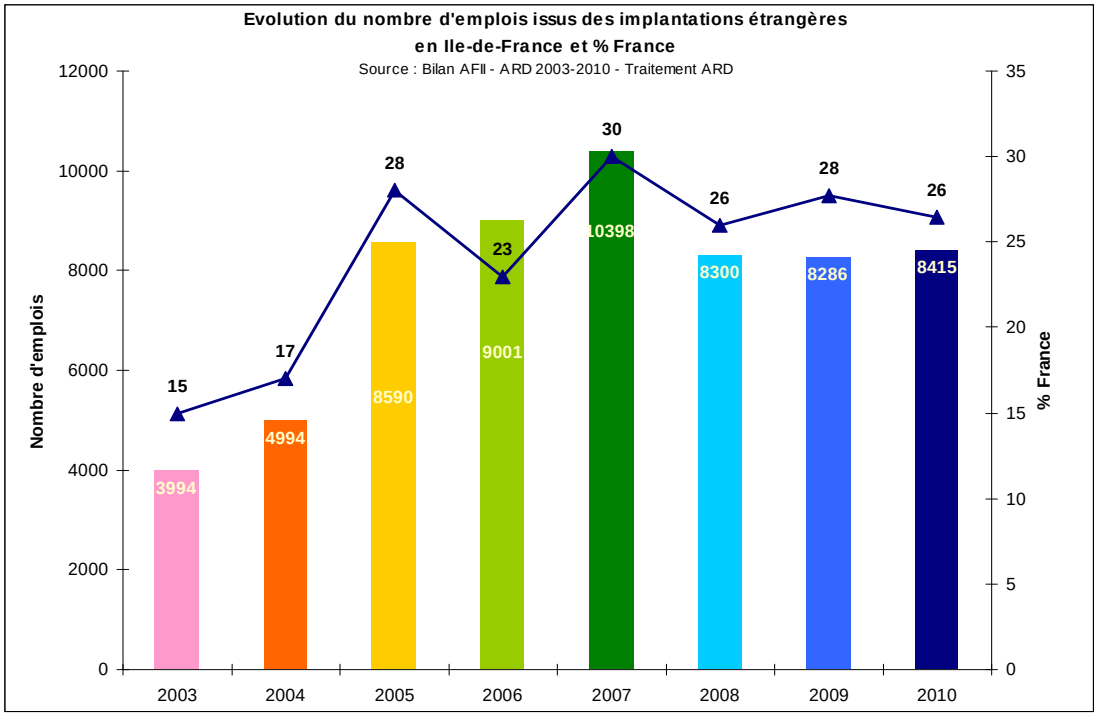
Le bilan des investissements étrangers en France en 2010 est en augmentation . Le nombre de projets concrétisés est de 782 contre 639 en 2009. De même le nombre des emplois créés ou maintenus est en hausse et atteint 31 815 contre 29 889 (+6,44 % soit +1 926 emplois).

L'année 2010 se place dans la moyenne annuelle observée entre 2000 et 2010 (30 816 emplois). La taille moyenne des projets connaît une baisse régulière depuis cinq ans, phénomène observé dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest.

En 2010, 65 % des investissements étrangers créateurs d'emploi décidés en France ont une origine européenne, 22 % viennent d'Amérique du Nord et 11 % d'Asie.

Les investissements étrangers en Île-de-France

En 2010, l'Île-de-France a accueilli ou maintenu 243 projets d'implantations, soit environ un tiers des implantations sur le territoire français. La région Île-de-France confirme sa place de région française la plus attractive en 2010. Ces entreprises étrangères vont créer ou maintenir 8 415 emplois.



Les États-unis, le Royaume-Uni, la Chine, et l'Allemagne restent les principaux investisseurs.
49,4 % des projets sont des centres de décisions, suivis de 25,5 % des services aux entreprises.

La taille moyenne des projets est passée de 34 emplois en 2003 à 35 en 2010 (43 en 2009). Sur les 243 projets accueillis en 2010, 4 prévoient la création ou le maintien de plus de 500 emplois, 9 se situent entre 100 et 499 emplois et le reste en dessous de 100 emplois.

Nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet par année.

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
34	36	44	41	57	40	43	35

Évolution de la répartition des projets et des emplois par grand secteur d'activité

	projets		projets		évolution	emplois		emplois		évolution
	2009	part	2010	part	2009/2010	2009	part	2010	part	2009/2010
Manufacturier	87	45,50%	108	44,00%	24,13%	4778	57,70%	2747	33,00%	-42,50%
Services	104	54,50%	135	56,00%	29,80%	3508	42,30%	5668	67,00%	61,57%
Total	**191**	100%	**243**	100%	27,22%	**8286**	100%	**8415**	100%	1,55%

L'Île-de-France a attiré en 2010 près de 2 750 emplois liés à l'industrie, notamment dans le textile (12.5 % des emplois) et l'énergie et autres service concédés (3,4 % des emplois). Les 5 668 emplois liés aux services sont concentrés dans le secteur " Logiciels et prestations informatiques " qui représente 23,2 % et «Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises » pour 25 % des emplois en 2010.

L'évolution des projets par secteurs d'activité entre 2009 et 2010 permet d'identifier les secteurs en décroissance et ceux qui pourvoient plus de projets. Il est à noter une forte évolution de la proportion de projets du secteur « Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises » +9,9% et du secteur «Logiciels et prestations informatiques» +4,5 %.

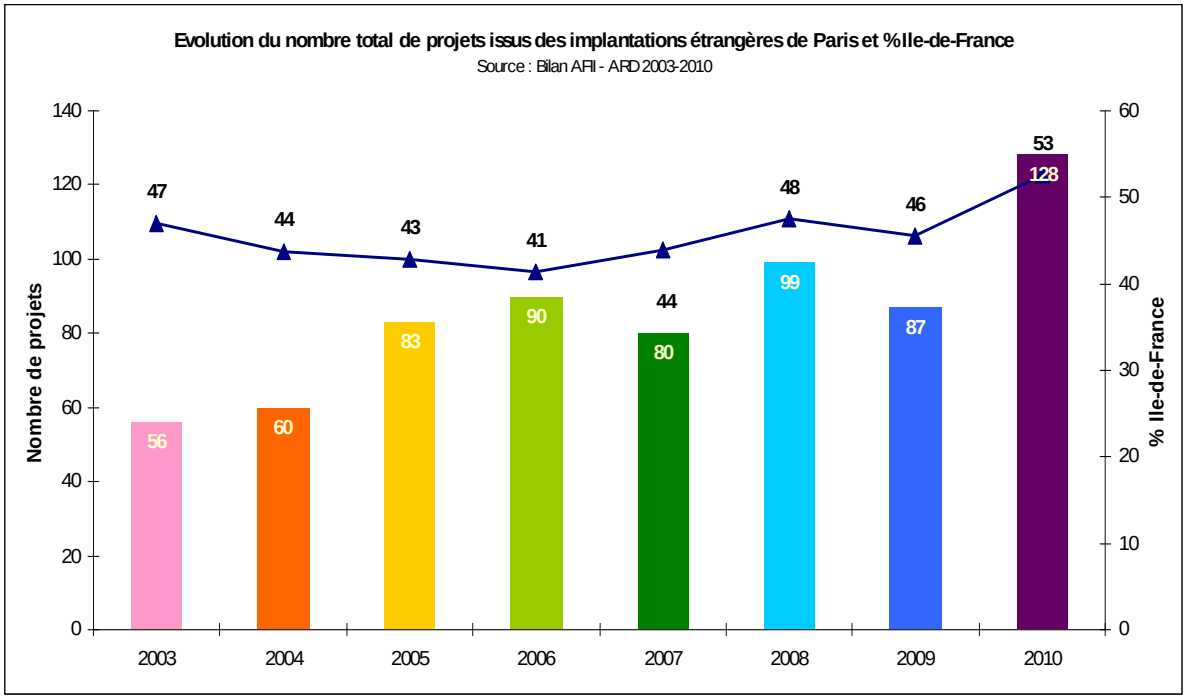
Répartition des projets en % par secteurs d'activité	2009	2010	Diminution (en points)	Evolution
Autres activités de services, commerciales ou financières	27,7	14	-13,7	
Equipements électriques, électroniques, informatiques	6,8	4,1	-2,7	
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2,6	0,4	-2,2	
Médicaments et biotechnologies appliquées	5,2	3,3	-1,9	
Constructeurs automobiles et équipementiers	4,7	2,9	-1,8	
Composants électroniques	2,1	0,4	-1,7	
Métaux, travail des métaux, recyclage	1,6	0	-1,6	
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	2,6	1,2	-1,4	
Ameublement et équipement du foyer	2,1	1,7	-0,5	

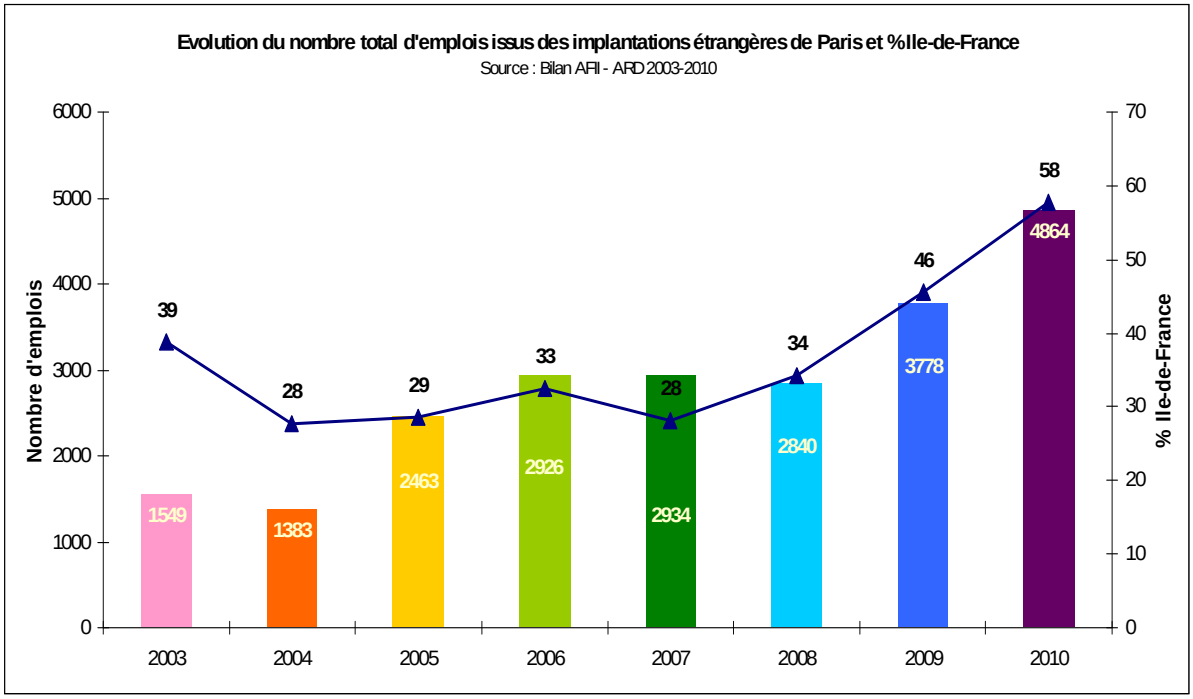
Répartition des projets en % par secteurs d'activité	2009	2010	Augmentation (en points)	Evolution
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5,7	15,6	9,9	
Logiciels et prestations informatiques	11,5	16,1	4,6	
Textile, habillement	3,7	8,2	4,5	
Hôtellerie, tourisme et restaurant	0	4,1	4,1	
Chimie, plasturgie	0	1,7	1,7	
Transport, stockage, BTP	3,1	4,5	1,4	
Parfums, cosmétiques	1,1	2,5	1,4	
BTP Matériaux de construction	0	1,2	1,2	
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2,6	3,7	1,1	
Energie, autres services concédés	6,8	7,8	1	
Electronique grand public	1,6	2,1	0,5	
Machines et équipements mécaniques	2,1	2,5	0,4	
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	0,5	0,8	0,3	
Verre, céramique, minéraux, bois, papier, édition	1	1,2	0,2	

Les investissements étrangers à Paris

Paris accueille 128 projets en 2010 représentant 4 864 emplois, soit 53 % des projets et 58 % des emplois accueillis en Île-de-France.

Depuis 2003, on constate que le département parisien représente une part importante des implantations étrangères en Île-de-France, qui n'est jamais descendue en dessous des 40 % depuis cette date.





Nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet par année.

On observe une forte augmentation des emplois totaux depuis 2003, de 1 543 emplois en 2003 à 4 864 en 2010 et du nombre moyen d'emplois par projet, qui est passé de 28 en 2003 à 38 en 2010.

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	moyenne 2003/10
28	23	30	33	37	29	43	38	33

Répartition par pays d'origine des projets implantés à Paris

Les Etats-Unis arrivent en première position à Paris en termes de projets, avec 37 projets (1 129 emplois) mais sont devancés par l'Irlande en nombre d'emplois créés (1 260) du fait notamment de l'extension d'Accenture (plus de 1 000 emplois).

Pays d'origine	Nombre de projets	Nombre d'emplois	% par rapport aux emplois créés par pays
Irlande	2	1 260	93,33
États-Unis	37	1 129	46,25
Japon	7	790	91,54
Royaume-Uni	13	309	55,38
Espagne	8	281	78,93
Chine	12	205	62,88
Canada	7	144	87,8
Singapour	1	110	100
Allemagne	8	105	25,93
Italie	3	105	40,38
Suède	5	100	31,55
Suisse	6	82	73,21
Pays-Bas	3	40	14,98
Belgique	2	39	36,79
Luxembourg	2	30	100
Maroc	1	20	100
Islande	1	15	100
Norvège	1	15	100
Portugal	1	15	100
Thaïlande	1	15	100
Australie	1	10	38,46
Hong-Kong	2	10	13,33
Inde	1	10	3,23

En plus d'une majorité de centres de décision qui ont choisi Paris (presque 60 % des projets), 7 entreprises ont investis dans un centre de R&D soit 50% des projets R&D en Île-de-France.